

les participants, les grands défis environnementaux posent la question essentielle de la définition de la relation entre le développement durable et le commerce. Ces deux thèmes sont-ils forcément contradictoire ou existe-t-il des possibilités d'actions complémentaires?

Un des intervenants a fait un rappel historique sur les politiques d'aide au développement des institutions multilatérales. Ainsi, alors que les priorités étaient traditionnellement tournées vers le développement des capacités gouvernementales, les institutions multilatérales mettent désormais l'accent sur les développements des ressources internes des pays (ressources sociales, humaines et institutionnelles). Pour cette raison, il est essentiel de veiller à *l'intégration* des différentes cultures des sociétés d'Asie-Pacifique afin de favoriser la mise en oeuvre d'un développement durable *souhaité* par les populations locales.

On a également insisté sur le fait qu'il ne fallait pas analyser les problèmes de développement et d'environnement uniquement sous l'angle de pays producteurs. Il existe, en effet, des contraintes importantes liés à l'offre et la demande de produits provenant des pays en voie de développement, d'où la nécessité de sensibiliser les consommateurs sur les problèmes environnementaux. À cet égard, on a discuté de la pertinence de mettre en place un système de «cotation environnementale» pour les entreprises inscrites à la bourse. Ce système aurait l'avantage d'inciter les entreprises à adopter des mesures en matière d'environnement. Malgré certaines divergences sur les éléments concrets d'un tel système, tous les participants ont jugé que cette idée méritait d'être étudiée par le gouvernement.

Les participants ont ensuite tenu une longue discussion sur le thème des différences culturelles. Ce thème visait, en fait, à rejoindre les questions deux et trois posées en préambule. Pour la plupart des participants, la contribution du projet de développement ramène à la question de la pertinence du modèle économique occidental et de la participation des populations locales aux projets. Quels sont les besoins réels des populations locales? Qui déterminent les priorités en matière de développement?

En plus de noter les différences culturelles importantes en Asie-Pacifique, les participants ont insisté sur le fait qu'il existait, dans plusieurs cas, une diversité culturelle à l'intérieur même d'un pays donné (par exemples, entre montagnards et population urbaine). On a également fait observer que ces pays présentaient des niveaux de développement économique différents et que, par conséquent, les besoins étaient forcément différents. De l'avis de plusieurs participants, les modèles de développement inspirés du concept d'éco-tourisme, qui vise à intégrer les besoins des populations avec les exigences commerciales, offrent des possibilités intéressantes dans ce domaine.

Selon les participants, l'efficacité d'un projet de développement repose sur une intégration des populations locales dans la définition et la mise en place du projet. On doit notamment comprendre le mode de décision des communautés. De plus, il faut concilier les intérêts souvent divergents entre l'élite dirigeante du pays et les populations. Cette intégration passe donc par l'élargissement de l'ensemble d'intervenants qui sert d'interlocuteur aux pays donateurs. La mise en place du projet doit également reposer sur une connaissance approfondie des coutumes, valeurs et traditions des populations locales et par un effort concerté de sensibilisation des utilisateurs du projet.